



CTL Lardy – Renault, Ampère & prestataires

Lundi 2 septembre 2024

Pour une rentrée de lutte des classes

Dans la nuit du 19 au 20 août dernier, au moins 2 043 enfants ont dormi à la rue. Ce décompte opéré par l'Unicef ne tient compte que des appels passés au 115 (l'hébergement d'urgence) restés sans solution. Des centaines, voire des milliers d'autres mineurs dorment aussi dehors cette semaine. Depuis 2020, ce chiffre est en constante augmentation, loin des promesses gouvernementales de faire du sort de la jeunesse une priorité...

L'école dans l'œil du cyclone

Quartier pauvre rime souvent avec école délabrée : pas assez de mobilier, infestation de rongeurs, infiltration de la pluie. À Marseille, certains enseignants doivent faire classe dans les couloirs. Et si l'argent manque rarement pour bunkériser les bâtiments au nom de la sécurité, l'isolation thermique reste en revanche à la traîne dans bon nombre des 51 000 établissements scolaires – le Sénat a bien rendu un rapport en juin 2023, constatant que les fonds disponibles sont largement sous-utilisés et promettant une loi, mais rien n'a bougé.

En cette rentrée, il manque au moins 3 000 profs, qui n'ont pas été recrutés faute de candidats aux concours. Le métier ne fait plus rêver. Les salaires enseignants ont décroché de 25 % par rapport au coût de la vie ces 20 dernières années. Les suppressions de postes ont rendu les mutations pour rapprochement de famille plus longues à décrocher, voire parfois quasi impossibles. Les conditions de travail se sont dégradées.

Alors les rectorats bouchent les trous comme ils peuvent en embauchant des contractuels d'autant moins enclins à rester qu'ils sont encore plus mal payés que les titulaires. Au final, ce sont nos enfants qui en pâtissent. Car dans les milieux bourgeois, ça fait longtemps que la progéniture ne fréquente plus l'école publique, mais cette petite frange de l'école privée qui n'attire que les rejetons de riches.

Ils jouent les prolongations...

Pourtant, à en croire la ministre de l'Éducation nationale Belloubet, tout marcherait à merveille. Elle a assuré à la presse que les « réformes » engagées iront au bout. Les groupes de niveau en français et en maths en 6e et 5e sont unanimement décriés, parce qu'ils vont accentuer un tri social déjà fort dans le système éducatif français ? On les rebaptise « groupes de besoins » et le tour serait joué ?

Pas plus que Belloubet, le reste du gouvernement n'a l'air pressé de rendre son tablier. Ils ont pourtant été largement mis en minorité dans les élections du début de l'été. Et dans les classes populaires, ce n'est plus du rejet mais carrément de la détestation que suscitent les macronistes.

... renvoyons-les au vestiaire

Dans son éditorial du week-end, le journal *Le Monde* s'alarme de voir Macron ne pas nommer de nouveau Premier ministre, au « risque [...] que les Français estiment que voter ne sert à rien et que la protestation se fasse dans la rue ». Bien vu, à un détail près : ce n'est pas un « risque », c'est la solution !

Ce n'est ni de l'Élysée, ni de Matignon que nous obtiendrons, par exemple, l'abrogation de la réforme des retraites qui oblige à partir à 64 ans, encore moins le retour aux 60 ans à taux plein pour tous et toutes. Les « premiers ministrables » penchent plutôt pour la retraite à 66 ans !

Il en va de même pour à peu près tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Le terrain sur lequel nous pouvons les résoudre, c'est celui de la lutte, pas celui de ces institutions faites par et pour les possédants.

Les conducteurs des bus scolaires de plusieurs villes dans les jours qui viennent d'un côté, et de l'autre le 10 septembre dans l'éducation nationale, les profs sont ainsi appelés à la grève. C'est tant mieux que dès le début s'exprime la colère, mais cela ne doit pas être un petit tour et puis s'en va.

De leur côté, la CGT et Solidaires appellent l'ensemble du monde du travail à l'action le 1er octobre. Il s'agit de ne pas en rester à des journées isolées, mais d'aller vers une lutte d'ensemble, vers la grève générale. Fédérer les colères pour faire enfin payer les riches, les actionnaires et le grand patronat.

L'électrique en marche arrière ?

Certains médias soulignent que l'industrie des véhicules électriques est en panne, pointant notamment les très faibles ventes de voitures neuves en août. C'est sûr que vu les tarifs, la clientèle ciblée est plutôt restreinte !

Quant à savoir ce que les constructeurs ont derrière la tête pour l'avenir... En tout cas ils ne se privent pas d'envoyer des signaux très clairs aux salariés : la période ne serait pas bonne et il faudrait faire des efforts. Dans cette société, le patronat ne demande pas notre avis sur ses choix technologiques. Mais on peut quand même faire entendre notre voix et refuser d'en faire les frais.

Pas d'accord avec la casse sociale !

Dans la chaleur de l'été, la direction de Renault a fait savoir qu'elle lancerait un nouvel accord de compétitivité pour la période 2025-2027. Le 1^{er} date de 2013, quand Hollande avait inventé ce dispositif au service du patronat. Deux autres ont suivi, en 2017 et 2021. Bilan : 15 000 emplois supprimés en France, une explosion de la sous-traitance et de la filialisation.

La direction a conservé sa ligne et annonce la couleur en évoquant la concurrence de la Chine, le développement de l'IA, la « survie » de l'entreprise...

Elle prépare un plan d'attaque. A nous d'organiser notre défense.

Les mauvais comptes font les vrais ennemis

La direction croyait-elle que ça passerait inaperçu ? Cet été les salariés d'Ampère ont eu le plaisir de découvrir sur les tickets de caisse de la cantine qu'ils payaient désormais le même tarif que les collègues prestataires – avec la prise en charge « gracieuse » de l'entreprise.

Une petite ligne sur le ticket et 3,53 €... Ce n'est peut-être pas grand-chose, mais la direction n'a même pas pris la peine de prévenir qu'elle rognait sa promesse que la filialisation n'aurait pas d'impact pour les salariés d'Ampère... Suite à leur protestation, elle a fait marche arrière, prétextant une « erreur informatique » ? Et le démantèlement du groupe, c'était un coup de l'IA ? Et les autres sous-traitants ?

Sur ce coup-là, ils ont reculé, mais ça montre bien qu'il ne faut pas croire un mot de leur communication et surveiller toutes leurs magouilles.

F1 de course pour les salariés

L'abandon de la motorisation Alpine F1 ne sera pas indolore pour les salariés, notamment nos collègues et voisins de Viry-Châtillon. Ils sont 350 salariés Alpine à qui la direction promet de les reclasser sur des activités qui se font déjà ailleurs (notamment à Lardy). Et pour les 150 prestataires, rien !

La menace est aussi forte pour les employés de l'usine Mecachrome dans le Cher, spécialisée dans la

production de pièces pour cette motorisation. Les salariés de Viry ont déjà fait un jour de grève pour dénoncer cette casse sociale. Un bon début, mais il faut vite accélérer pour ne pas rester au stand.

Les psychopathes et leurs victimes

Des « psychopathes de la performance », c'est ainsi que Tavares décrivait la direction de PSA il y a quelques années. Vu ses méthodes pour réduire les coûts sur le dos des salariés, on ne dira pas le contraire. Dernière proie en date : l'équipementier MA France à Aulnay-sous-Bois, sous-traitant filiale d'un groupe italien, que Stellantis a pressuré à tel point que l'usine est en faillite, avec 280 salariés sur le carreau depuis le mois de mai. L'un d'eux a tenté de s'immoler cet été.

Pas sûr que le drame ait tiré une larme au PDG de Stellantis, qui s'apprête à attaquer d'autres fournisseurs pour assouvir sa soif de profits et celle des actionnaires.

Offres d'emploi douteuses

Selon une étude de la CGT-chômeurs publiée en août, plus de la moitié des offres d'emploi publiées par le service France Travail sont bidon. Soit elles comportent des mentions fausses, soit elles sont déjà pourvues mais pas retirées du site.

Macron disait qu'il suffisait de traverser la rue pour trouver du boulot... apparemment il faut aussi passer quelques heures à faire du fact-checking.

A69 : des gendarmes contre les militants écologistes

Près de 300 gendarmes sont violemment intervenus à Saix, dans le Tarn, pour déloger les militants écologistes qui s'opposent à la construction l'autoroute A69 entre Castres et Toulouse. L'objectif : couper 60 arbres et relancer ce chantier contesté.

Cependant, les opposants ne baissent pas les bras et continuent de lutter contre un projet à la fois inutile et écocide.

L'Allemagne expulse des réfugiés afghans vers Kaboul

Pour la première fois depuis le retour des Talibans au pouvoir en 2021, le gouvernement allemand a annoncé l'expulsion de 28 réfugiés afghans condamnés par la justice. Le gouvernement vient d'annoncer des mesures plus strictes contre « l'immigration illégale » et les « demandeurs d'asile criminels ». Une opération de communication pour les élections régionales, qui a largement échoué, vu que l'extrême droite les a largement remportées en surfant sur la xénophobie.

Les partis de la coalition gouvernementale (sociaux-démocrates, libéraux et écologistes) ne veulent pas se laisser distancer sur ce terrain, alors ils mènent sa politique. Quitte à renvoyer des réfugiés chez les Talibans...